

MODULE CINQ

La Réforme du Secteur de la Sécurité



Guide pour les Femmes sur la Réforme du Secteur de la Sécurité Programme de Formation



DCAF

un centre pour la sécurité,
le développement et
l'état de droit



**INCLUSIVE
SECURITY**

Remerciements

Au cours des dix dernières années, Sécurité Inclusive et le DCAF ont réalisé des dizaines d'ateliers de formation pour les femmes et les hommes dans des pays où se déroulent des processus de réforme du secteur de la sécurité. Nous souhaitons remercier toutes les personnes qui ont participé à ces formations en partageant leur histoire, leur sagesse et leur expérience, et qui nous ont ainsi aidés à élaborer les méthodes de formation employées dans ce programme.

Nous tenons à remercier en particulier Megan Bastick et Tobie Whitman, les auteures du Guide pour les femmes sur la réforme du secteur de la sécurité, qui a servi de principal document de référence pour ce programme, ainsi que les membres du conseil consultatif pour ce Guide: Ruth Gibson Caesar, Wazhma Frogh, Alaa Murabit, Jessica Nkuuhe, Bandana Rana et Sonja Stojanovic.

Kathrin Quesada, Megan Bastick, Heather Huhtanen, Carrie O'Neill et Kristin Valasek sont les auteures principales de ce programme. Jacqueline O'Neill et Daniel de Torres ont aidé à définir le projet initial et l'ont enrichi d'éléments substantiels. Michelle Barsa, Anna Kadar, Alice Kielmann, Caroline Pradier, Lorraine Serrano et Nanako Tamaru ont également apporté leur contribution. Les dernières étapes de la publication ont été réalisées par Mylène Socquet-Juglard et Marta Ghittoni.

L'édition en anglais est de Rachel Isaacs et la conception graphique de Stephanie Pierce-Conway. La traduction en français est de Florence Lesur.

DCAF

Le Centre pour le Contrôle Démocratique des Forces Armées – Genève (DCAF) est une fondation internationale qui a pour mission d'aider la communauté internationale à appliquer les principes de la bonne gouvernance et à mettre en œuvre la réforme du secteur de la sécurité. À cet effet, le centre élabore les normes internationales ou nationales appropriées, en assure la promotion, mène des recherches sur mesure dans le secteur politique et définit les bonnes pratiques ainsi que les recommandations pertinentes qui permettront de mettre en place une gouvernance démocratique du secteur de la sécurité. Sur le terrain, il apporte son soutien en donnant son avis consultatif et propose des programmes d'assistance technique à toutes les parties intéressées.

La division Genre et Sécurité du DCAF se consacre à la recherche, au conseil technique et aux projets régionaux visant à soutenir le développement du secteur de la sécurité afin de répondre aux besoins des hommes, des femmes, des garçons et des filles et d'assurer la participation à part entière des femmes et des hommes dans les institutions du secteur de la sécurité et dans les processus de réforme du secteur de la sécurité.

Site Internet: www.dcaf.ch. Contact: gender@dcaf.ch.

Sécurité Inclusive

Sécurité Inclusive s'emploie à transformer les processus de décision relatifs à la guerre et à la paix, fort de la conviction qu'un monde plus sûr est possible si les décideurs politiques et les populations concernées travaillent de concert. La participation effective des femmes, en particulier, peut faire la différence entre l'échec et le succès. Depuis 1999, Sécurité Inclusive apporte aux responsables politiques des connaissances, des outils et des relations qui renforcent leur capacité à concevoir des politiques et des approches inclusives. L'institut a également développé les compétences et l'influence de dirigeantes dans le monde entier. C'est ainsi, en collaboration avec ces partenaires, que l'inclusion devient la règle, et non plus l'exception.

Site Internet: inclusivesecurity.org. Contact: info@inclusivesecurity.org.

©2017 Sécurité Inclusive et DCAF. L'utilisation, l'adaptation et la reproduction de ce guide sont encouragées, à la condition que tous les documents employés soient signalés et cités.

Merci de prendre contact avec nous si vous souhaitez traduire ce guide.

ISBN: 92-9222-438-7

Citer comme suit: Sécurité Inclusive et DCAF, *Guide pour les femmes sur la réforme du secteur de la sécurité: Programme de formation* (Washington: Sécurité Inclusive et DCAF, 2017).

PRÉSENTATION MODULE: La Réforme du Secteur de la Sécurité

Objectifs d'Apprentissage

- Les participantes savent décrire ce que signifie la réforme du secteur de la sécurité (RSS) et énoncer ses deux objectifs principaux.
 - Les participantes savent donner au moins trois exemples d'activités de RSS.
 - Les participantes savent énumérer au moins trois défis de la RSS dans leur contexte respectif.
-



Documents de Référence pour les Formateurs et Formatrices

- Bastick Megan et Whitman Tobie, *Guide pour les femmes sur la réforme du secteur de la sécurité* (Washington: Institut pour la sécurité inclusive et DCAF, 2013), www.dcaf.ch/womens-guide-security-sector-reform
- DCAF, Dossier de supports de formation sur la place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité, www.gssrtraining.ch/index.php/fr/index.html
- DCAF, *Document d'Information sur la RSS: le Secteur de la Sécurité*, www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/DCAF_BG_3_Le%20secteur%20de%20la%20securite.11.15.pdf
- DCAF-ISSAT, *Cours en ligne: Introduction à la réforme du secteur de la sécurité*, issat.dcaf.ch/fre/Apprendre/E-Learning/Introduction-a-la-reforme-du-secteur-de-la-securite
- Académie Folke Bernadotte, « Introduction à la réforme du secteur de la sécurité », vidéo YouTube (3:54), publiée le 27 mai 2014, issat.dcaf.ch/fre/Apprendre/La-bibliotheque-des-ressources/Videos/Introduction-a-la-reforme-du-secteur-de-la-securite
- Sécurité Inclusive, *Inclusive Security: A Curriculum for Women Waging Peace* (Washington: Sécurité Inclusive, 2009), www.inclusivesecurity.org/training-resources/
- Organisation des Nations Unies, « Securing states and societies through Security Sector Reform », mai 2014, issat.dcaf.ch/Learn/Resource-Library/Videos/Securing-States-and-Societies-through-Security-Sector-Reform2

Durée

Description

5 minutes

5.1 Introduction du Module

5.1.1 Points de Discussion pour l'Animation

30 minutes

5.2 Quels sont les Objectifs de la Réforme du Secteur de la Sécurité?

5.2.1 Discussion: Les Objectifs de la Réforme du Secteur de la Sécurité

50 minutes

5.3 En quoi consiste la RSS en pratique?

5.3.1 Activité: La RSS en pratique

20 minutes

5.4 Les Défis de la RSS

5.4.1 Discussion: Réfléchir-Comparer-Partager

5 minutes

5.5 Récapitulation

5.5.1 Points de Discussion: Ce qu'il faut retenir

Adaption du Module

Questions d'Évaluation

Durée Total: 1 heure 50 minutes

5.1 Introduction du Module



5.1.1 Points de Discussion pour l'Animation

Points de Discussion pour l'Animation

Cette section introduit le but et les objectifs d'apprentissage du module.

Points de Discussion pour l'Animation

- Dans le module 2, nous avons discuté de la sécurité et du secteur de la sécurité et découvert les responsabilités des divers acteurs de ce secteur. Dans ce module, nous allons étudier la « réforme du secteur de la sécurité » (RSS). À la fin de ce module, vous saurez:
 - Décrire ce que signifie la RSS et énoncer ses deux objectifs principaux;
 - Donner des exemples d'activités de RSS;
 - Identifier les défis courants d'une RSS fructueuse.

Matériel Nécessaire

Aucun

Objectifs d'Apprentissage

Les participantes savent cerner le but et les objectifs d'apprentissage de ce module.

Durée 5 minutes

5.2 Quels sont les Objectifs de la Réforme du Secteur de la Sécurité?



5.2.1 Discussion: Les Objectifs de la Réforme du Secteur de la Sécurité

Références pour l'Animatrice ou Animateur

Cette section introduit le concept de la réforme du secteur de la sécurité. Elle offre l'occasion d'évaluer les connaissances préalables des participantes sur la signification de la RSS et sur ses deux objectifs principaux. Elle offre également la possibilité de réunir des exemples de redevabilité et d'efficacité dans des contextes différents.

Il peut être utile de préparer à l'avance des exemples de la redevabilité et de l'efficacité du secteur de la sécurité s'inscrivant dans le contexte local, au cas où les participantes n'en trouveraient aucun.

Matériel Nécessaire

Tableau de papier, marqueurs, diaporama de présentation

Objectifs d'Apprentissage

Les participantes savent définir la réforme du secteur de la sécurité et présenter ses deux objectifs principaux, la redevabilité et l'efficacité.

Durée 30 minutes

Points de Discussion pour l'Animation

- La réforme du secteur de la sécurité correspond au processus visant à faire évoluer le secteur de la sécurité pour garantir que ses acteurs contribuent autant que possible à notre Vision d'un cadre de vie sûr (vue dans le module 2).
- Plus formellement, la réforme du secteur de la sécurité, ou RSS, désigne le processus politique et technique visant à améliorer la sécurité de l'État et la sécurité humaine par une prestation, une gestion et un contrôle des services de sécurité plus efficaces et plus responsables, dans un cadre de contrôle civil et démocratique, et dans le respect de l'état de droit et des droits humains.
- La RSS poursuit deux grands objectifs: l'efficacité et la redevabilité. Que signifient ces termes?

La Réforme du Secteur de la Sécurité

Processus politique et technique visant à améliorer la sécurité de l'État et la sécurité humaine par une prestation, une gestion et un contrôle des services de sécurité plus efficaces et plus responsables, dans un cadre de contrôle civil et démocratique, et dans le respect de l'état de droit et des droits humains.

Deux Grands Objectifs

L'**EFFICACITÉ**, c'est:

- Améliorer la prestation des services de sécurité et de justice pour renforcer le bien-être général de l'État et de sa population

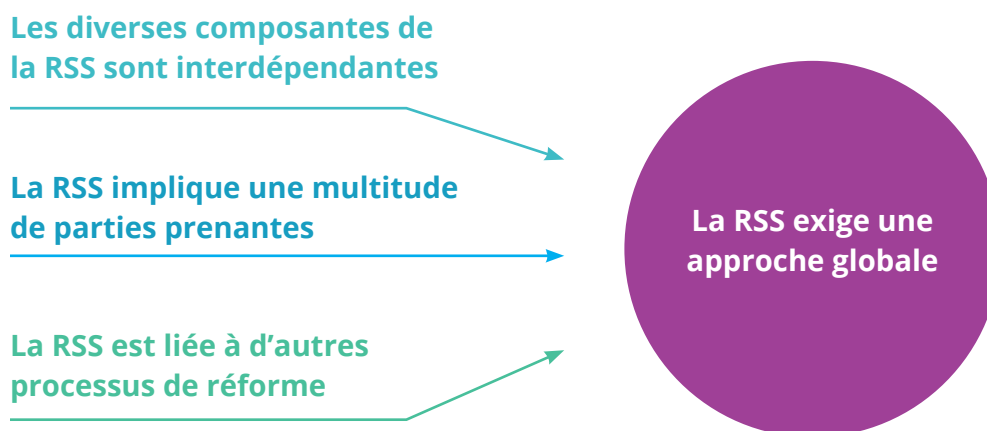
La **REDEVABILITÉ**, c'est:

- Garantir que les acteurs du secteur de la sécurité et de la justice appliquent les lois et les politiques
- Sanctionner les pratiques abusives

Aucun programme de RSS ne peut obtenir de résultats positifs à long terme sans instaurer de mécanismes de redevabilité et de gouvernance.

- *Animez une discussion sur ces termes en vous inspirant des dimensions suivantes et en encourageant les participantes à fournir des exemples tirés de leur propre contexte.*
 - Avec une prestation, une gestion et un contrôle **efficaces** des services, les institutions de sécurité sont tenues de remplir leurs fonctions, responsabilités et missions respectives avec le plus grand professionnalisme. Autrement dit, elles fournissent des services de qualité à tous les membres de toutes les catégories de population: hommes, femmes, garçons et filles. Par exemple, il est possible d'accroître l'efficacité par des initiatives qui favorisent une attitude et une culture axée sur le service dans le domaine de la sécurité, et en veillant à ce que le personnel de sécurité acquière une formation, une expérience et un équipement adaptés.
 - Avec une prestation, une gestion et un contrôle **responsables** des services, il existe des attentes spécifiques à l'égard des institutions de sécurité. Ce sont des autorités indépendantes qui déterminent si ces attentes ont été satisfaites, et imposent des sanctions dans le cas contraire. La redevabilité peut être développée en renforçant la capacité des organisations de la société civile et des organes de contrôle indépendants à surveiller les violations des droits humains.
- Pour relever de la RSS, les activités doivent viser à renforcer à la fois l'efficacité et la redevabilité.
- Pourquoi est-ce si important? Que se passerait-il si un budget et des ressources étaient accordés uniquement pour améliorer l'efficacité des forces armées, mais qu'aucune mesure n'était prise pour garantir leur redevabilité, leur transparence ou le respect des droits humains? Ces ressources pourraient finir par être employées pour développer la capacité de la force armée concernée à opprimer la population et à enfreindre ses droits fondamentaux. Il est indispensable de s'assurer de l'application de mécanismes de gouvernance et de redevabilité efficaces pour garantir le succès de la RSS.
- Dans ce domaine, l'efficacité et la redevabilité sont renforcées « dans un cadre de contrôle civil et démocratique, et dans le respect de l'état de droit et des droits humains »:
 - Le **contrôle civil et démocratique** signifie que les processus relatifs à l'orientation, à la gestion et au contrôle des institutions du secteur de la sécurité sont établis par des autorités civiles élues ou dûment mandatées par des institutions démocratiques légitimes. La responsabilité ultime des décisions concernant la sécurité d'un pays doit être confiée à des responsables politiques civils, plutôt qu'à l'armée, aux services de renseignement ou à la police.
 - L'**état de droit** correspond au principe selon lequel toutes les personnes et institutions, y compris l'État, doivent être soumises à des lois de notoriété publique, appliquées de manière impartiale et conformes aux normes internationales et nationales relatives aux droits humains.
 - Le **respect des droits humains** fait référence aux droits universels et inaliénables inhérents à la condition humaine, souvent exprimés et garantis par le droit national, ainsi que par des traités internationaux, par le droit international coutumier, par des principes généraux et par d'autres sources du droit international. En tant qu'agents publics, les institutions du secteur de la sécurité ont l'obligation de prendre des mesures positives pour faciliter l'exercice des droits humains fondamentaux, de protéger les individus et les groupes contre les atteintes à leurs droits et de s'abstenir d'entraver ou de restreindre l'exercice des droits humains.

Dimensions Fondamentales: Caractère Global



- Le terme « RSS » est le plus souvent employé dans les situations d'après-conflit, lorsque la communauté internationale contribue à soutenir un processus formel de reconstruction ou de réforme du secteur de la sécurité. Cependant, la RSS peut aussi concerner des pays en développement, des pays en transition après un régime autoritaire et des pays développés. Lorsqu'elle vise uniquement des institutions précises (la police ou les prisons, par exemple), elle peut porter le nom de réforme de la police ou de réforme carcérale.
- La RSS doit être globale: par nature, elle repose sur une multitude de services différents, assurés par des acteurs, des institutions et des organismes variés. Il s'agit d'un point essentiel à la réussite de la réforme du secteur de la sécurité. Adopter une vision globale de la RSS suppose de comprendre l'interdépendance des différentes composantes du secteur de la sécurité et de la justice. Par exemple, si l'on réforme la police en améliorant son efficacité en matière d'arrestation des criminels, il faut également réformer les prisons et les tribunaux, sous peine d'entraîner une surpopulation carcérale ou de graves retards dans les tribunaux. Dans l'idéal, les réformes de la police, de la prison et du système judiciaire sont planifiées et mises en œuvre en prenant pleinement en compte leur interdépendance.
- En résumé, la RSS décrit les tentatives d'améliorer le secteur de la sécurité en le rendant plus efficace et plus responsable. Parfois, elle peut aller très vite. Parfois, elle peut être lente. Mais que votre pays ait entamé un processus formel de RSS ou non, vous pouvez agir pour obliger les institutions du secteur de la sécurité à répondre à vos besoins.

5.3 En quoi consiste la RSS en pratique?



5.3.1 Activité: La RSS en pratique

Références pour l'Animateur ou Animatrice

Cette activité donne aux participantes la possibilité d'étudier les acteurs qui planifient et mettent en œuvre les différentes composantes de la RSS. Servez-vous de cette activité pour déterminer si les participantes sont capables de donner au moins trois exemples d'activités de RSS.

Cette activité commence par deux vidéos facultatives, qui sont particulièrement conseillées aux groupes moins familiarisés avec la RSS.

Si possible, les participantes doivent travailler en petits groupes répartis par pays.

Matériel Nécessaire

Tableau de papier, marqueurs, vidéo, document [Les Attributions des Institutions du Secteur de la Sécurité](#)

Objectifs d'Apprentissage

Les participantes savent reconnaître les différents acteurs participant aux diverses composantes de la RSS en fonction du contexte.

Durée 50 minutes

Consignes

Montrez l'un des clips vidéo suivants (ou un autre de votre choix, en fonction du contexte de la formation):

- Académie Folke Bernadotte, « Introduction à la réforme du secteur de la sécurité » issat.dcaf.ch/fre/Apprendre/La-bibliotheque-des-ressources/Videos/Introduction-a-la-reforme-du-secteur-de-la-securite
- DCAF, « Securing states and societies through SSR »: issat.dcaf.ch/Learn/Resource-Library/Videos/Securing-States-and-Societes-through-Security-Sector-Reform2 (seulement disponible en anglais)

Demandez aux participantes de réfléchir à la question « En quoi consiste la RSS en pratique? »

Affichez les titres suivants sur quatre tableaux de papier (préalablement préparés):

- Assurer des services de sécurité et de justice efficaces
- Renforcer le contrôle civil et démocratique du secteur de la sécurité
- Garantir la redevabilité du secteur de la sécurité
- Garantir la transparence du secteur de la sécurité

Demandez à chaque groupe de dresser la liste des activités qui peuvent être réalisées (ou qui sont en cours de réalisation) dans leurs pays respectifs pour atteindre ces objectifs de RSS. Le clip vidéo a pu leur donner quelques idées générales, mais les participantes doivent aussi exploiter leurs connaissances personnelles. Accordez-leur 10 minutes pour noter 3 ou 4 activités sur un tableau de papier (15 minutes au total).

Demandez à chaque groupe d'énoncer à haute voix les activités qu'il suggère. (10-15 minutes)

Ensuite, demandez-leur de réfléchir à la question « Qui planifie et met en œuvre la RSS? »

Le document [Les Attributions des Institutions du Secteur de la Sécurité](#) (voir annexe) comporte les noms de différents acteurs du secteur de la sécurité répartis sur des cartes (Membres de la législature/du parlement, Ministère chargé de l'Égalité hommes-femmes/de la Condition féminine, Médias, etc.). Prenez-en plusieurs.

Quand vous lisez une activité sur le tableau de papier de chaque groupe, demandez aux participantes si chacun des acteurs sélectionnés pourrait participer à l'activité en question et, si oui, de quelle manière. (15 minutes)

Bilan

Consignes pour l'Animateur ou Animatrice

Demandez aux participantes si elles ont des questions ou des commentaires complémentaires.

Récapitulez le sujet en soulignant que les ministères, les autorités régionales, les forces de sécurité elles-mêmes, les acteurs internationaux, etc., peuvent tous jouer un rôle décisif dans la RSS. Si le nombre d'acteurs peut paraître important, il est également synonyme de multiples points d'entrée pour établir des liens et exercer une influence.

5.4 Les Défis de la RSS



5.4.1 Discussion: Réfléchir-Comparer-Partager

Références pour l'Animatrice ou Animateur

Servez-vous de cette discussion pour déterminer si les participantes sont capables de citer au moins trois défis de la RSS dans leur contexte respectif.

Au préalable, préparez des exemples de défis sur un diaporama de présentation, en les adaptant si possible au contexte local.

Matériel Nécessaire

Tableau de papier, marqueurs, diaporama de présentation

Objectifs d'Apprentissage

Les participantes savent cerner trois défis de la RSS dans leur contexte respectif.

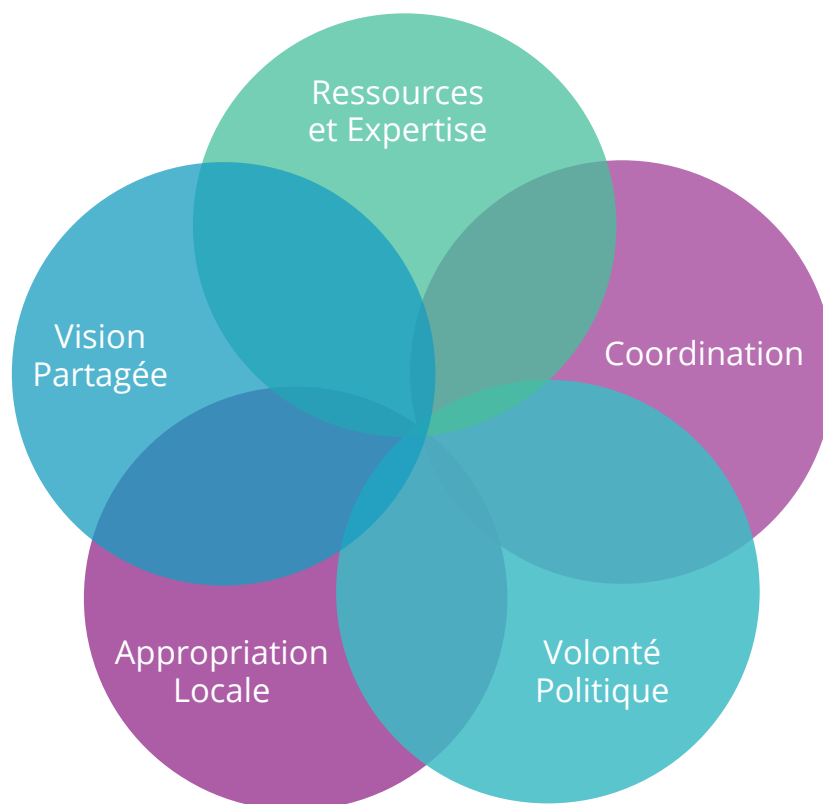
Durée 20 minutes

Consignes

Demandez aux participantes de réfléchir pendant 2 ou 3 minutes à un processus de RSS auquel elles participent, dont elles ont connaissance ou qui leur semble nécessaire dans leur pays. Demandez aux différents groupes de noter par écrit plusieurs obstacles possibles à la réussite de la RSS.

Faites-les ensuite discuter en binômes des réponses qu'elles ont trouvées (5 minutes).

Montrez la diapositive de présentation ci-dessous (ou son adaptation). Invitez plusieurs participantes à donner des exemples de ces défis dans leur propre contexte, puis ajoutez les points de discussion ci-dessous.



Points de Discussion pour l'Animation

- Vous avez donné de bons exemples de défis de la RSS. En voici d'autres:
 - **Vision partagée:** l'un des problèmes les plus délicats quand l'on s'engage dans la RSS consiste à s'assurer que les parties prenantes partagent toutes les mêmes objectifs, compte tenu de la multitude d'acteurs impliqués et de la sensibilité des sujets abordés par la RSS. S'il est inévitable que certaines parties prenantes accordent peu d'intérêt, voire aucun, à la RSS, d'autres peuvent avoir des ambitions cachées. C'est pourquoi il est important, surtout au départ, de repérer parmi les parties prenantes celles susceptibles de jouer un rôle moteur et celles qui risquent de semer des embûches. Pour pérenniser la RSS, il faut encourager les éventuels fauteurs de troubles à soutenir le processus en insistant sans cesse sur les enjeux et sur ce qu'ils peuvent y gagner.
 - **Volonté politique:** la RSS étant un processus éminemment politique, elle peut subir les effets des changements dans l'environnement politique. Priorité du gouvernement national le temps d'un mandat parlementaire, elle peut perdre son caractère prioritaire pendant le mandat suivant. Il est important de procéder à une évaluation rigoureuse de la situation avant d'entamer la RSS, et il faut continuer à la surveiller ensuite, en ménageant une marge de manœuvre en cas de changement de situation.
 - **Appropriation locale:** l'appropriation locale permet d'assurer la pérennité de la RSS et de garantir que les activités qui en relèvent répondent aux besoins locaux. Elle contribue également à asseoir la légitimité des institutions de sécurité et de justice. L'appropriation locale laisse souvent à désirer lorsque le processus de RSS est piloté par des organismes donateurs extérieurs ou lorsque la population visée (les personnes auxquelles la RSS est censée profiter) n'est pas suffisamment mobilisée. Garantir la participation des femmes relève de la gageure si la société civile est exclue du processus de RSS, car on rencontre peu de femmes, en règle générale, parmi les responsables du secteur de la sécurité.
 - **Ressources et expertise:** la limitation des capacités relatives aux ressources humaines et financières pose un problème majeur dans la plupart des processus de RSS. Elle peut prendre différentes formes: manque de budget, connaissances techniques lacunaires ou insuffisantes des acteurs clés, ou encore incapacité des institutions à mettre en œuvre la RSS. En cas de limitation des ressources, il peut être difficile de défendre la nécessité d'allouer des fonds à l'intégration systématique du genre.
 - **Coordination:** les acteurs nationaux et les éventuels acteurs extérieurs chargés de concevoir, de soutenir et de mettre en œuvre des programmes de RSS doivent coopérer entre eux. Il s'agit d'un point crucial pour l'efficacité, la crédibilité et la viabilité de la RSS, qui permet de garantir la rentabilité du processus, d'éviter les redondances et d'intégrer des questions transversales telles que le genre.

Bilan

Consignes pour l'Animatrice ou Animateur

Demandez aux participantes si elles ont des commentaires ou des exemples supplémentaires.

Avant de conclure, rappelez l'importance de tenir compte des sensibilités politiques et d'adopter une approche globale en matière de RSS.

5.5 Récapitulation



5.5.1 Points de Discussion: Ce qu'il faut retenir

Références pour l'Animateur ou Animatrice

Cette section met en évidence les points principaux du module.

Points de Discussion pour l'Animation

- La réforme du secteur de la sécurité est un processus d'amélioration visant à mettre en place des services de sécurité et de justice plus efficaces ET à renforcer la redevabilité, la transparence et le respect des droits humains.
- L'efficacité et la redevabilité constituent le double objectif de la RSS.
- La RSS exige une approche globale. Les différentes composantes de la RSS sont interdépendantes et ne doivent pas être abordées séparément.
- La RSS pose d'innombrables défis. Dans les modules suivants, nous mènerons une réflexion constructive sur le rôle que les associations de femmes et d'autres organisations de la société civile peuvent jouer afin d'influencer et de soutenir la RSS.

Matériel Nécessaire

Aucun

Objectifs d'Apprentissage

Les participantes comprennent les points principaux de ce module.

Durée 5 minutes

Adaptation du Module



Pour Allonger le Module



5.4.1 Discussion: Réfléchir-Comparer-Partager (20 MINUTES DE PLUS)

Servez-vous de la cartographie des parties prenantes. Un processus de réforme de la police constitue un bon exemple.

Demandez aux participantes de nommer toutes les parties prenantes qu'il est important, selon elles, de prendre en compte dans le cadre d'une réforme de la police. Ces parties prenantes doivent s'inscrire dans les cinq catégories suivantes: prestataires publics de services de sécurité et de justice; mécanismes publics de gouvernance et de contrôle; prestataires non étatiques de services de sécurité et de justice; mécanismes non étatiques de gouvernance et de contrôle; et acteurs extérieurs (organismes donateurs internationaux, Nations Unies, etc.).

Encouragez-les à définir les différences en termes de processus locaux ou nationaux, et établissez le lien avec les populations locales. Demandez aux participantes de réfléchir à toutes les catégories démographiques différentes qui peuvent être concernées: hommes, femmes, groupes minoritaires, etc.

Questions d'Évaluation (Sans Réponse)

Q.5.1 Les deux grands objectifs de la RSS sont: (Sélectionnez une seule réponse)

- a. Réduire le budget consacré au secteur de la sécurité et attirer des financements internationaux
- b. Rendre le secteur de la sécurité plus efficace et plus redevable
- c. Veiller à ce que les institutions du secteur de la sécurité disposent d'équipements modernes et d'excellentes formations

Q.5.2 Donnez un exemple de RSS « globale »: (Sélectionnez une seule réponse)

- a. Réformer le droit pénal, la police, les prisons et les tribunaux dans une démarche coordonnée
- b. Uniformiser les processus de RSS du monde entier pour parvenir à une approche vraiment « globale »
- c. Faire contrôler l'ensemble du processus de RSS par le même ministère

Questions d'Évaluation (Avec Réponse)

Q.5.1 Les deux grands objectifs de la RSS sont: (Sélectionnez une seule réponse)

- a. Réduire le budget consacré au secteur de la sécurité et attirer des financements internationaux
- b. Rendre le secteur de la sécurité plus efficace et plus redevable
- c. Veiller à ce que les institutions du secteur de la sécurité disposent d'équipements modernes et d'excellentes formations

Q.5.2 Donnez un exemple de RSS « globale »: (Sélectionnez une seule réponse)

- a. Réformer le droit pénal, la police, les prisons et les tribunaux dans une démarche coordonnée
- b. Uniformiser les processus de RSS du monde entier pour parvenir à une approche vraiment « globale »
- c. Faire contrôler l'ensemble du processus de RSS par le même ministère

ANNEXE

Les Attributions des Institutions du Secteur de la Sécurité

<p>Forces armées/armée/ forces de défense (éventuellement gen- darmarie</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Ces organismes ont pour tâche principale de protéger et de défendre l'État et sa population des agressions étrangères. Certains participent également à des opérations de paix internationales. • L'exercice d'autres fonctions de sécurité intérieure est limité aux cas où les forces civiles ne peuvent intervenir efficacement seules (situations d'urgence). • Ils doivent être équipés pour faire face à des menaces très variées, capables de coopérer avec différents acteurs étatiques ou non étatiques et respectueux des droits humains. • Des autorités civiles doivent surveiller les activités, les dépenses et les processus de ces organismes
<p>Organisme de gestion des frontières</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Cet organisme se concentre sur les règles et procédures qui régissent les activités et la circulation dans des zones frontalières définies. • Il a pour tâche de prévenir les activités transfrontalières illicites, de détecter les menaces à la sécurité nationale et de contrôler les personnes et les véhicules à des postes-frontière désignés. • Les gardes-frontières sont généralement placés sous l'autorité d'un service civil ou paramilitaire d'application des lois
<p>Organisme d'immigra- tion et de douane</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Cet organisme a pour tâche de faire appliquer les restrictions à l'entrée et à la sortie du territoire, de vérifier la légalité des documents de voyage, d'identifier les criminels et d'enquêter sur la criminalité, ainsi que d'aider les personnes ayant besoin de protection. • Dans l'idéal, il doit également améliorer la prévention et la détection de la traite des êtres humains et du passage illicite de migrants, renforcer la protection et la promotion des droits humains, et améliorer l'appropriation locale, le contrôle et la collaboration
<p>Police</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Cet organisme a pour principale fonction de faire appliquer la loi à l'échelle locale. • Il est chargé de la prévention et de la détection des crimes, du maintien de l'ordre public et de la protection des biens et de la population. • Une autorité civile doit surveiller ses activités, ses dépenses et ses processus
<p>Chef du gouvernement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Il peut s'agir d'un premier ministre/d'une première ministre, d'un-e prés-ident-e ou d'un-e monarque. En ce qui concerne le secteur de la sécurité, ses attributions peuvent aller d'un rôle protocolaire à celui de chef des armées et de commandant suprême en temps de guerre. • Avec les autres organismes du pouvoir exécutif, il ou elle détermine le bud- get, les lignes directrices générales et les priorités des services des armées et de la sécurité

Membres de la législature/ du parlement	<ul style="list-style-type: none"> • Ces acteurs et actrices sont chargés de proposer et de débattre des lois, de les approuver ou de s’y opposer. • Ils ou elles exercent un contrôle sur les politiques, approuvent les budgets et peuvent lancer des enquêtes. • Ils ou elles peuvent tenir des audiences publiques, fournir aux OSC des informations pertinentes et organiser des tables rondes pour discuter de la politique du gouvernement
Ministère de la Défense	<ul style="list-style-type: none"> • Ce ministère est chargé de gérer et de superviser les forces armées, mais aussi de définir et de mettre en œuvre la politique en matière de défense. • Ce ministère est habituellement le principal conseiller du chef du gouvernement en matière de défense. • Il est distinct des forces armées proprement dites, qui sont plus opérationnelles
Ministère de l’Intérieur	<ul style="list-style-type: none"> • Ce ministère est généralement chargé de définir les politiques, de financer et de contrôler les organisations civiles d’application des lois, notamment la police, la sécurité des frontières et les unités d’enquêtes spéciales. • Dans certains pays, il peut être responsable des prisons, de l’immigration et des collectivités territoriales (provinciales, municipales, locales).
Ministère chargé de l’Égalité hommes-femmes/ de la Condition féminine	<ul style="list-style-type: none"> • Ce ministère est chargé de formuler des recommandations pour que l’ensemble des politiques, des structures et des programmes du gouvernement répondent aux besoins aussi bien des hommes que des femmes. • Il travaille souvent à l’intégration des questions de genre au sein des pouvoirs publics ainsi qu’à l’autonomisation des femmes, en particulier par le biais de programmes et de budgets dédiés. • Il peut avoir pour rôle de veiller à ce que les processus de RSS et les institutions du secteur de la sécurité intègrent des femmes et répondent aux besoins des femmes et des filles.
Conseil national de sécurité	<ul style="list-style-type: none"> • Cet organisme est chargé d’examiner la politique de sécurité nationale, cadre dans lequel le pays assure la sécurité de l’État et de sa population. • Il peut s’agir d’un cabinet permanent ou d’un comité ponctuel qui conseille le chef du gouvernement. • Ce groupe organise habituellement de vastes consultations avec les acteurs publics de la sécurité, et il peut également consulter des acteurs non gouvernementaux.
Commission parlementaire des finances/du budget	<ul style="list-style-type: none"> • Ces instances ont le dernier mot concernant les budgets de toutes les institutions du secteur de la sécurité.

Commission parlementaire de la défense et du renseignement	<ul style="list-style-type: none"> • Cet organisme prodigue des conseils et formule des recommandations au Parlement concernant les lois ou décisions relatives à la défense nationale et au renseignement. • Il se consacre aux questions portant sur la taille, la structure, l'organisation, l'approvisionnement, le financement et le fonctionnement des acteurs étatiques mandatés pour recourir à la force, mais aussi des organismes civils de gestion qui prennent des décisions au sujet du recours à la force. • Il doit exercer de larges pouvoirs de contrôle pour enquêter sur les enjeux des politiques publiques, sur les défaillances de l'administration, sur les accusations de corruption ou sur les scandales.
Ministère de la Justice	<ul style="list-style-type: none"> • Ce ministère est chargé d'organiser le système judiciaire, de contrôler le ministère public et de maintenir le système juridique et l'ordre public. • Il a habituellement la charge du système pénal, y compris les prisons. • Certains ministères ont également des responsabilités supplémentaires dans des domaines connexes de la politique publique: supervision des élections, direction de la police et réformes juridiques
Système judiciaire	<ul style="list-style-type: none"> • Ce système est constitué des tribunaux et des cours de justice qui administrent la justice et qui composent le pouvoir judiciaire. • La magistrature, les services de poursuites et les autres mécanismes de résolution des conflits doivent être impartiaux et rendre des comptes. • Le système judiciaire joue un rôle dans le contrôle d'autres éléments du secteur de la sécurité lorsque des affaires impliquant du personnel ou des institutions du secteur de la sécurité sont portées devant les tribunaux
Système pénal	<ul style="list-style-type: none"> • Le système pénal est chargé de l'exécution des sanctions et autres mesures ordonnées par les tribunaux. Il inclut les prisons, mais aussi les solutions de remplacement de l'incarcération, telles que les systèmes de mise en liberté sous caution et les peines de travaux d'intérêt général, ainsi que des éléments (le cas échéant) tels que les commissions de libération conditionnelle, les services de probation et les inspections, ou encore les systèmes de sanctions traditionnels et informels. • Un système pénal opérationnel doit disposer de personnel qualifié en nombre suffisant et correctement rémunéré pour éviter la corruption; il doit respecter les droits humains et les besoins différents des femmes, des hommes, des garçons et des filles; et il doit offrir des activités de réinsertion et de formation. • Les prisons doivent être surveillées par des groupes indépendants/la société civile pour éviter les abus.

Autorités traditionnelles	<ul style="list-style-type: none"> • Ces personnes (chefs de village, chefs traditionnels, anciens, conseils) peuvent exercer une grande influence sur les attitudes, les coutumes et les comportements à l'échelle locale. • Elles peuvent jouer un rôle décisif dans la résolution des conflits
Institutions nationales des droits de l'homme (INDH), institutions de médiation (ombudsman) et organes de contrôle spécialisés	<ul style="list-style-type: none"> • Ces organismes sont institués par la loi ou la Constitution. Ce sont des organes permanents, indépendants du gouvernement, mais qui rendent habituellement des comptes au parlement. • Ils sont chargés d'examiner les activités des pouvoirs publics, notamment dans le secteur de la sécurité (toutefois, les forces armées sont souvent exclues de leurs compétences). • D'autres organes spécialisés de ce type peuvent avoir pour mandat de surveiller certains secteurs ou organismes (police, prisons, etc.), ou certaines thématiques (corruption, etc.)
OSC (organisations de défense des droits humains, organisations de soutien aux victimes, organisations de femmes)	<ul style="list-style-type: none"> • Ces organisations peuvent surveiller le secteur de la sécurité, mener des recherches, plaider pour l'évolution des politiques et proposer des services à la population en matière de sécurité. • Elles disposent souvent de réseaux solides au sein de la population et avec d'autres organisations du même ordre
Médias	<ul style="list-style-type: none"> • Ces acteurs peuvent jouer un rôle dans le contrôle des autorités publiques et dans l'information de la population au sujet des risques liés à la sécurité. • Ils peuvent aider à sensibiliser le public et créer un soutien à la RSS. Ils peuvent aussi exercer une influence négative s'ils ne sont pas indépendants de l'État.
Sociétés militaires et de sécurité privées	<ul style="list-style-type: none"> • Il s'agit de sociétés à but lucratif qui fournissent des services militaires et de sécurité à un État. • Elles exercent des fonctions habituellement similaires à celles de l'armée ou des forces de police, mais souvent de moindre envergure. Elles peuvent être composées de personnel local ou étranger. • Elles sont souvent impliquées dans la direction des établissements de détention et dans la formation du personnel du secteur de la sécurité. • Surtout, il est rare qu'elles soient soumises au même degré de contrôle et de redevabilité que les forces armées et de sécurité de l'État.

Inclusive Security
1615 M Street NW, Suite 850
Washington, DC 20036
202.403.2000
inclusivesecurity.org

The Geneva Centre for the Democratic
Control of Armed Forces (DCAF)
P.O. Box 1360
CH-1211 Geneva 1
Switzerland
+41 (0) 22.730.9400
dcaf.ch

